

Rio +20 Le Développement DURABLE à l'heure du Bilan

VEILLE ET PROPOSITIONS N°14 | JUIN 2012



SOMMAIRE

» Rio, un vain sommet ?	3
» Rio face à son bilan – l'échec des politiques internationales de protection de l'environnement	5
» Définir l'économie verte au cœur du développement	7
» 5 principes clés pour réussir Rio.....	10
» Nos propositions pour Rio en bref	14

REDACTION

Benoît Faraco,
porte-parole, responsable climat-énergie



@B_Faraco

@fondationhulot



<http://www.facebook.com/fondationnaturehomme>

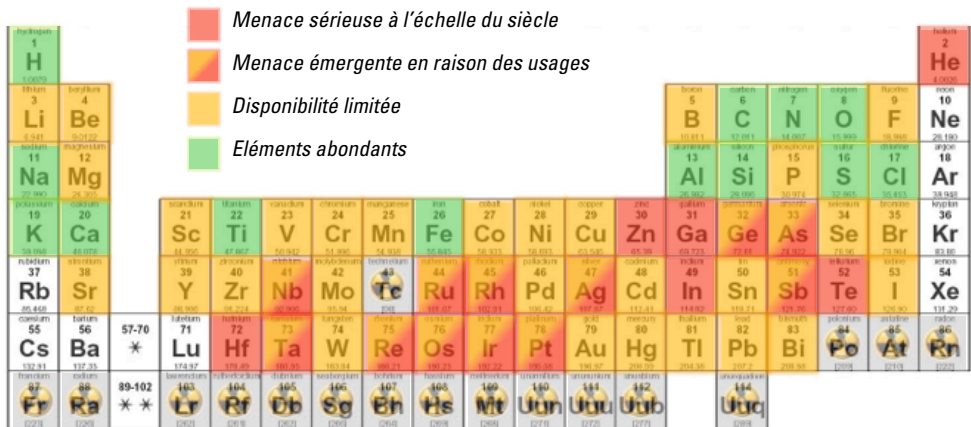
» Rio, un vain sommet ?

20 ans après le « Sommet de la Terre », l'heure est au bilan des 3 conventions (sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification). Si l'on s'en tient aux indicateurs environnementaux, et malgré l'immense effort de sensibilisation des citoyens, des entreprises et des collectivités territoriales, ce bilan est assez catastrophique. Les émissions de gaz à effet de serre n'ont jamais été aussi élevées, l'érosion de la biodiversité se poursuit, et la qualité dégradée des sols agricoles menace à moyen terme la sécurité alimentaire mondiale. La crise économique et financière a rejeté ces préoccupations au second plan.

Une nouvelle ère dans la géopolitique des ressources

Pourtant, de nouveaux défis apparaissent, notamment autour de la gestion des ressources naturelles. C'est le cas depuis plusieurs années sur l'eau, mais les récents conflits à l'OMC autour des terres rares, la question de l'accaparement des terres, ainsi que celle de l'épuisement des ressources fossiles témoignent que nous sommes en train de rentrer dans l'ère de la rareté.

Si Rio+20 ne marque pas un tournant dans notre manière d'appréhender les limites physiques de notre monde, nous risquons fort d'entrer de fait dans une nouvelle ère des relations géopolitiques, marquées par un retour sur les courses aux ressources. Au regard de la violence sociale et environnementale qui s'exerce déjà autour de certaines d'entre elles, en particulier sur l'énergie, c'est bien de la paix qu'il sera question à Rio, tant les enjeux environnementaux conditionnent la satisfaction des besoins essentiels de l'humanité. Au regard d'un XX^e siècle marqué par les conflits, les tensions qui ne vont pas manquer d'apparaître dans la course aux ressources menacent les équilibres géopolitiques déjà fragiles.



Principaux éléments : Les risques de pénurie

Rio +20 : Les incontournables

Quelques grands thèmes reviennent de manière récurrente et s'enchaînent en nous montrant que nous n'avons ni entamé la transition vers une économie verte, ni amorcé une réforme en profondeur des outils de pilotage démocratique de nos sociétés.

Depuis quelques années, les grands sommets internationaux débattent en effet régulièrement de sujets comme la suppression des subventions aux énergies fossiles, la refonte de notre modèle agricole, le nécessaire effort de solidarité pour accompagner les pays les plus vulnérables dans la transition écologique... Pendant ce temps, la situation des milliards de pauvres peinant à avoir accès à l'eau, l'énergie et l'alimentation ne s'améliore pas, tandis que les sommets internationaux se succèdent, faisant la part belle aux enjeux économiques et commerciaux.

Face à ce constat, c'est d'une remise en cause que nous avons besoin. Et si Rio ne débouche pas sur quelques avancées concrètes, les maigres acquis des 20 dernières années risquent d'être sacrifiés sur l'autel du court-termisme et des réponses aux crises économiques et financières qui ne sont pourtant qu'un prélude à la convergence des crises.

APPEL POUR UNE SORTIE DE CRISE PAR L'ÉCOLOGIE

La débâcle économique et écologique à laquelle nous assistons découle de la perte organisée du contrôle des instances politiques sur les grands choix collectifs. L'idéologie néolibérale qui domine en partie le monde politique est fondée sur la croyance, quasi religieuse, en la toute-puissance des marchés; elle marginalise la sphère démocratique. Or, les conséquences du défaut de régulation, local et global, sont d'ores et déjà dramatiques: les inégalités explosent, les limites des ressources naturelles et la vulnérabilité des grands équilibres qui nous font vivre sont ignorées.

Nous appelons avec force à un éveil des consciences et de la solidarité mondiale, à un sursaut moral de tous. La solution ne peut passer que par le renouveau du civisme et la réaffirmation de la puissance publique.

[...]

Ce texte, signé par Nicolas Hulot, Dominique Bourg, Nicolas Bouleau, Gaël Giraud et de nombreux intellectuels, appelle à une refonte en profondeur de notre modèle économique et démocratique pour faire face aux crises écologiques, économiques et sociales.

Vous pouvez signer ce texte en ligne : tiny.cc/sortiedecrise

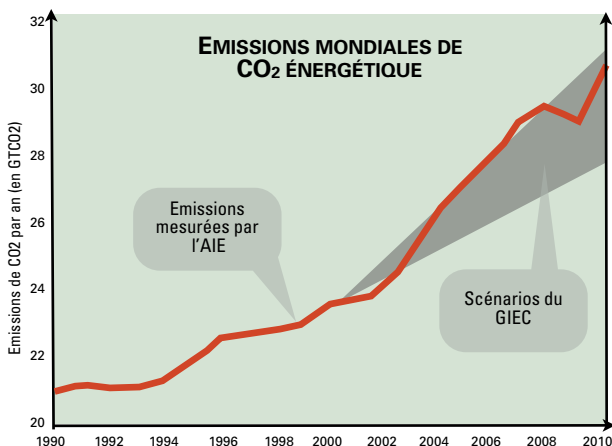
» RIO FACE À SON BILAN

L'ÉCHEC DES POLITIQUES INTERNATIONALES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Des émissions de gaz à effet de serre en hausse

Alors que l'objectif de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) pose depuis 1994 l'objectif de « stabiliser les émissions de GES à un niveau empêchant toute perturbation anthropique du système climatique », ces dernières ont battu un nouveau record en 2010. Comme en témoigne le graphique ci-dessous, les émissions n'ont jamais été aussi élevées. Pire encore, la trajectoire d'émissions sur laquelle nous nous situons se place dans les plus mauvais scénarios du GIEC, et pourrait conduire à un réchauffement supérieur à 6°C d'ici la fin du siècle.

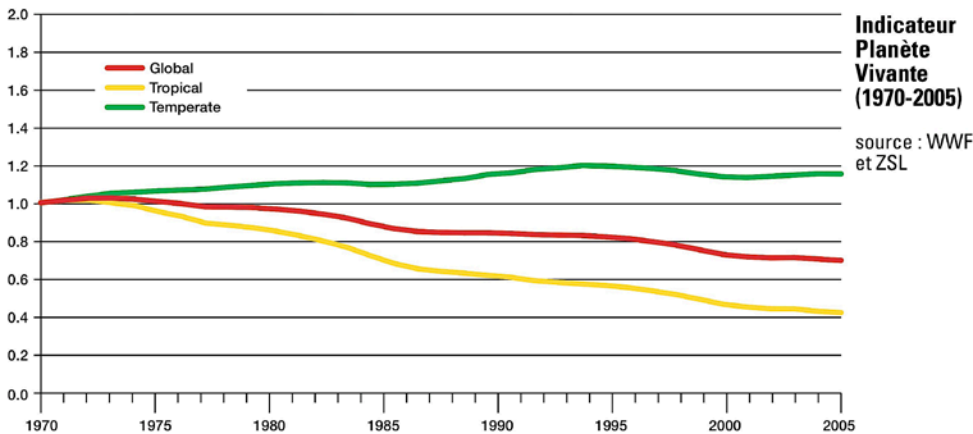
Les engagements pris par les pays industrialisés et émergents lors du sommet de Copenhague en décembre 2009 sont donc loin d'être suffisants, et il ne faut pas attendre les conclusions du nouvel accord de 2015 pour inverser la tendance, puisque selon la communauté scientifique il faudrait que les émissions piquent avant cette date pour avoir une chance de maintenir le réchauffement en dessous de 2°C, seuil au-delà duquel les conséquences du réchauffement risquent de devenir incontrôlables.



L'érosion de la biodiversité progresse

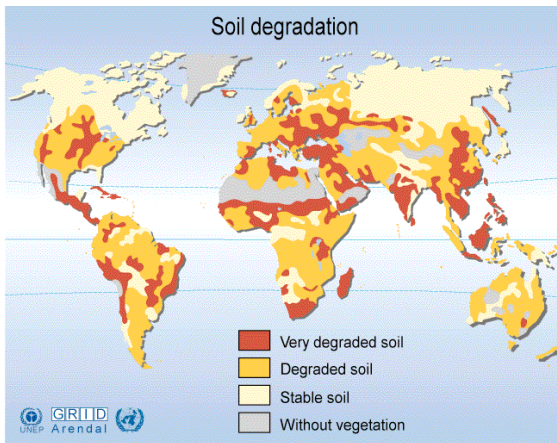
Malgré l'objectif de « conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques » l'érosion de la biodiversité se poursuit à un rythme important. Si dans les zones tempérées de nombreux indicateurs font état d'une relative amélioration du fonctionnement des écosystèmes, à l'échelle mondiale, la dégradation des écosystèmes tropicaux et marins pèse lourdement sur le bilan de la communauté internationale en matière de biodiversité.

A Rio, il sera plus que temps d'accélérer les réponses au problème de la déforestation, qui s'est accélérée au cours des 20 dernières années, mais aussi de se doter enfin d'un statut de protection de la mer hauturière, pour l'instant laissée de côté par les grandes conventions internationales sur l'environnement, malgré son rôle essentiel pour les équilibres globaux, qu'il s'agisse du changement climatique ou de l'érosion de la biodiversité.



L'échec de la lutte contre la désertification

La troisième convention de Rio, sans doute la moins connue, est celle sur la désertification. Lais-sée de côté par les décideurs et pourvue de peu de moyen, cette convention n'a pas permis, contrairement à son objectif, « d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays grave-ment touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en parti-culier en Afrique ». Comme l'illustre le graphique suivant, la dégradation des sols, et la perte de fertilité des sols agricoles, qui constituent pourtant l'un des piliers fondamentaux de l'économie verte se sont accélérées au cours des 20 dernières années.



» DÉFINIR L'ÉCONOMIE VERTE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT

Les décideurs politiques semblent découvrir à l'occasion des 20 ans du sommet de la Terre de Rio que l'ensemble de notre économie est assise sur un capital naturel qu'il convient de préserver. Étrange évolution que celle du concept de développement durable ainsi remis en cause par une tentative de concilier le terme de croissance avec les principes d'un monde fini, aux limites physiques évidentes (qui s'impose aujourd'hui par le renchérissement des hydrocarbures et la compétition internationale sur les terres rares), et aux équilibres fragiles (avec la menace d'un changement climatique rapide et brutal et l'effondrement de la biodiversité).

Une économie fondée sur les ressources, les limites et la préservation du capital naturel

Les grands défis écologiques imposent en effet que nos activités productrices respectent les cycles naturels, et en particulier ceux du climat et de la protection de la biodiversité, sans lesquels il n'existe pas d'économie, verte ou non. C'est la première caractéristique de l'économie verte que d'évoluer vers la fonctionnalité et la circularité.

La *fonctionnalité*, c'est avant tout la réduction des consommations de ressources naturelles pour la satisfaction d'un même besoin. Les exemples sont nombreux, allant de l'adaptation de la construction des bâtiments aux conditions climatiques locales en optimisant l'isolation à la mobilité des biens et des personnes, impliquant une relocation des activités productrices, et notamment l'agriculture, et la rationalisation des transports collectifs, qui permettent d'obtenir le même service à un coût énergétique largement diminué.

La *circularité* implique une optimisation de l'usage de l'ensemble des ressources, pour réduire au maximum les déchets, et ainsi le gaspillage des ressources naturelles. Recyclage, déchets d'une activité qui deviennent les ressources d'autres, il existe dans le domaine agricole comme dans le domaine énergétique de nombreuses pratiques, pour la plupart déjà connues, qui empruntent cette voie. C'est le cas de l'agro-écologie, qui, en développant des circuits biologiques courts, permet d'intensifier la production agricole sans porter atteinte aux écosystèmes.

Une économie fondée sur le partage des ressources et la satisfaction des besoins essentiels

Mais l'économie verte, c'est avant tout **la satisfaction des besoins essentiels**. Si certains semblent l'oublier, les 20 dernières années ont été marquées par un accroissement des inégalités, caractérisé par des chiffres sans cesse répétés : 1 milliard de personnes souffrant de la faim, 1,6 milliard de personnes sans accès à l'électricité, situées pour la plupart dans les zones rurales des pays les moins avancés. Cela ne doit pas être occulté à Rio, et certains principes fondamentaux mériteraient d'être gravés dans le marbre, comme notamment le droit inaliénable de chaque habitant de cette planète à manger à sa faim, ainsi qu'un accès minimal à l'énergie pour la satisfaction des besoins essentiels. Ces droits, largement menacés par les crises écologiques (la crise climatique risque de bousculer fortement la production alimentaire mondiale) devraient être opposables à l'ensemble des régulations internationales, qu'elles soient économiques ou financières.

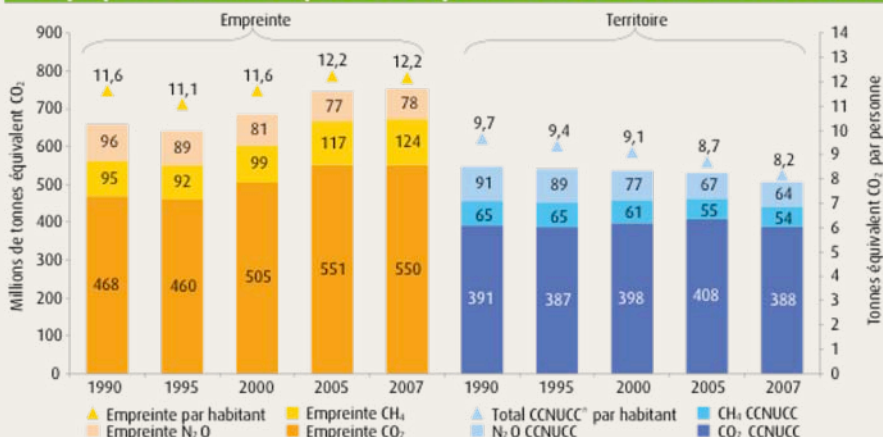
Mais plus fondamentalement, l'économie verte implique aussi l'émergence **d'une autre vision du bien-être et de la prospérité**, qui implique notamment un débat sur l'équité, le partage des ressources, mais aussi des interrogations non plus uniquement sur nos modes de production, comme ce fut le cas avec le concept de développement durable, mais aussi sur nos modes de consommation.

Le débat sur *l'équité* est indispensable pour mettre fin au pillage de la majorité des ressources des pays du Sud au bénéfice d'une minorité. Les menaces que font peser les crises énergétiques et alimentaires sur la satisfaction des besoins essentiels risquent en effet de prolonger les logiques à l'œuvre actuellement d'accaparement de l'ensemble des ressources naturelles au profit de ceux qui ont les moyens de se les approprier.

EQUITE ET EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE : REPOSER LA QUESTION DES INDICATEURS

Le monde a évolué en profondeur depuis le sommet de la Terre de Rio en 1992. Au cours des 20 dernières années, les économies émergentes (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud, Mexique...) ont eu une responsabilité croissante sur les pressions exercées sur l'environnement. Dans le même temps, certains indicateurs environnementaux se sont améliorés dans les pays du Nord. Mais ce phénomène, s'il révèle parfois les effets positifs de certaines politiques environnementales, dissimule aussi une tendance lourde : celle de la désindustrialisation des pays de l'OCDE et de la relocalisation de la production industrielle dans les pays émergents et en développement. Les externalités environnementales, et notamment les émissions de GES ont suivi le même mouvement. Ainsi, les émissions de GES de la France ont baissé entre 1990 et 2007, mais celles de la consommation des Français ont augmenté. Les émissions liées à la consommation prennent en compte les importations de biens de consommation, et excluent les importations. Ainsi, si dans les prochaines années les émissions de CO₂ par habitant de la Chine devaient rattraper celles de la France, cela cacherait en fait de profondes disparités, puisqu'une partie des émissions chinoises (comme celles d'autres pays émergents) est en fait consacrée à la consommation de la France et des autres pays du Nord.

Graphique 1 - Évolutions comparées de l'empreinte carbone et des émissions sur le territoire



Note : * Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (protocole de Kyoto). Version 2009 de l'inventaire de émissions de GES pour la CCNUCC.

Source : AIE, Citepa, Douanes, Eurostat, Insee, calculs SOeS

Il est ainsi plus que temps de débattre du *partage des ressources*, qu'il s'agisse de la terre, des ressources génétiques, ou encore des ressources énergétiques fossiles et renouvelables. Cela implique un débat sur les technologies, leur propriété, leur transfert et leur diffusion ainsi que leurs impacts environnementaux et leur capacité à contribuer au bien-être des populations aussi bien dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique que dans celui de l'agriculture, avec les interrogations sur les technologies de l'agro-écologie comme celles des OGM. Enfin, ces questions seront caduques si nous ne procédons pas à une ré-interrogation en profondeur de *nos modes de consommation*. Les gaspillages énergétiques et alimentaires, au nord comme au sud, sont des sources inacceptables d'inégalités. Mais au-delà, c'est bien notre tentation du toujours plus qu'il faut interroger, pour définir un mode de consommation impliquant plus de sobriété au nord pour qu'à minima les citoyens du sud puissent accéder aux services énergétiques et alimentaires minimum nécessaires à leur survie.

20 ANS DE GOUVERNANCE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Avec un socle conventionnel anarchique et environ 450 accords environnementaux multilatéraux, fonctionnant pour la plupart d'entre eux comme une petite organisation internationale (avec notamment une réunion des parties, conférence semi-permanente et un secrétariat), la gouvernance de l'environnement est peu efficace. Elle implique en outre des difficultés pour les pays en développement (et plus encore la société civile) de suivre les agendas correspondants et de participer.

Nous sommes donc confrontés à des organisations multilatérales concurrentes et peu efficaces, pour au moins 3 raisons :

- ➡ Le PNUE, conçu en 1972, à une époque où les décisions rendues par une organisation internationale étaient difficilement opposables aux Etats reste un organe subsidiaire de l'Assemblée générale de Nations unies. Ce n'est pas une institution spécialisée autonome comme par exemple l'OMS. Son programme et son statut ne lui permettent pas de lui donner un rôle de mise en cohérence des accords environnementaux. Il a un simple rôle d'évaluation et de facilitateur.
- ➡ La Commission du Développement durable des Nations unies est inefficace, avec un mandat peu clair. Théoriquement, cette Commission aurait été l'organe idéal pour coordonner les actions internationales autour des 3 piliers du développement durable, mais elle n'a jamais vraiment assumé ce rôle. Sous-commission de l'ECOSOC, il s'agit en fait d'un organe consultatif, qui ne s'occupe pas à une OME.
- ➡ « L'interventionnisme » sur les questions environnementales des autres institutions internationales (Banque Mondiale, OMS, UNESCO, Conseil de l'Europe...) empêche une réponse coordonnée.

» 5 PRINCIPES CLÉS POUR RÉUSSIR RIO

Si les débats qui ont précédé la conférence de Rio ne laissent que peu d'espoirs sur les conclusions de sommet, il est pourtant fondamental de concrétiser certaines avancées sans lesquelles les concepts clé du sommet, *l'économie verte et la gouvernance internationale du développement durable*, risquent de rester des coquilles vides. Ces éléments, dont la plupart sont discutés de manière récurrente dans de nombreux sommets, devraient à minima faire partie de la déclaration finale du sommet, et trouver leur prolongement dans un programme de travail permettant des avancées concrètes dans les 3 prochaines années.

Energie, Eau, Alimentation : reconnaître des droits d'accès universels

L'eau, l'énergie et l'alimentation sont trois services rendus par les écosystèmes qui conditionnent l'existence de l'humanité. Malgré leur importance fondamentale, les conditions mêmes du maintien de ces services sont mises à mal par le modèle de développement actuel, qui exerce des pressions toujours plus grandes sur des ressources qui, si elles étaient gérées durablement, pourraient provenir dans la grande majorité du système de production renouvelables. Par ailleurs, les inégalités d'accès à l'eau, à l'alimentation et à l'énergie à travers le monde témoignent plus d'un problème de répartition que d'un problème de stocks disponibles : alors que ces trois besoins essentiels pourraient aujourd'hui être couverts pour les 7 milliards d'habitants de la planète, plus de 2 milliards de personnes souffrent d'un déficit d'accès à au moins 2 de ces 3 services essentiels.

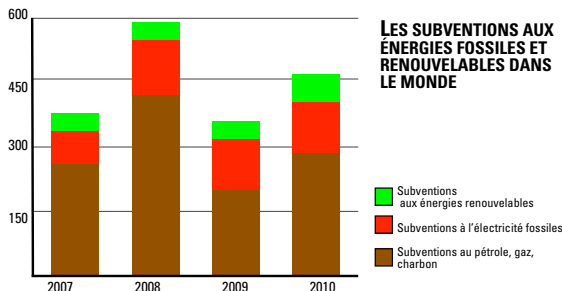
La reconnaissance d'un droit opposable aux services énergétiques, alimentaires et d'eau de base est donc essentielle. Ces grands principes devraient pouvoir s'affirmer au détriment des autres systèmes de régulation internationale, et notamment des accords commerciaux, qui tendent aujourd'hui à renforcer la prédation d'une minorité sur ces ressources, au détriment de la majorité des citoyens de la planète. Cette reconnaissance doit donc être un des piliers de la nouvelle gouvernance mondiale de l'environnement.

Supprimer les subventions à la production d'énergies fossiles

Le monde reste très dépendant des énergies fossiles, qui représentent encore 80% de la production d'énergie primaire mondiale, et sont porteuses de breuses externalités mentales ainsi que de risques

DROITS AUX SERVICES ESSENTIELS ET PARTAGE DES BÉNÉFICES

La mondialisation économique a facilité la mobilité des ressources énergétiques et alimentaires à travers le globe, et demeure l'un des fondamentaux de l'économie. L'ensemble des accords commerciaux et douaniers, y compris les règles de l'OMC doivent donc, dans la perspective d'en finir avec cet enjeu essentiel du développement, intégrer des clauses interdisant le prélèvement de ressources naturelles dans une région donnée tant que ces services de base ne sont pas assurés pour les populations.



géopolitiques. De nombreux pays (Canada, Etats-Unis, Europe, Chine...) continuent à investir massivement dans les énergies fossiles, et notamment les ressources non-conventionnelles (gaz et pétrole de schiste, pétrole off-shore profond). Par ailleurs, de nouvelles tensions géopolitiques apparaissent autour de l'exploration des ressources de l'Arctique, pourtant situé dans des espaces essentiels pour la biodiversité marine.

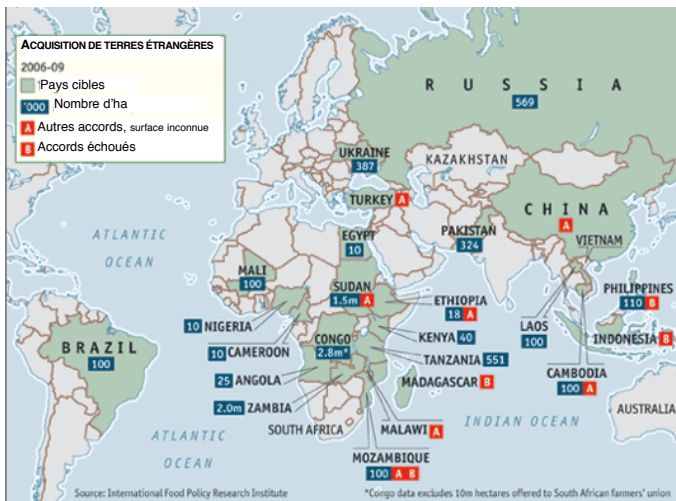
La poursuite de ce modèle centré sur les énergies fossiles est pourtant intrinsèquement orthogonale au concept d'économie verte. L'une des conclusions de Rio+20 doit donc être la résolution de l'ensemble des pays à amorcer une transition énergétique basée sur la modération des consommations et sur le développement prioritaire des énergies renouvelables, qui devront constituer le socle fondateur des nouveaux modèles énergies.

Lutter contre l'accaparement des terres

Le modèle agricole actuel est à bout de souffle, puisqu'il repose sur une dégradation toujours croissante du capital naturel sur lequel il est assis. Il est en effet construit sur l'intensification du recours aux engrais, aux produits phytosanitaires et à l'énergie, et en fait une machine à dégrader l'environnement (pollution de l'eau, désertification...).

Pourtant l'agriculture est sans doute l'une des activités humaines parmi les plus directement liées à l'environnement, tant elle dépend du patrimoine génétique et du bon fonctionnement des écosystèmes et du système climatique pour délivrer ce besoin essentiel qu'est l'alimentation. Les crises climatiques, de la biodiversité et l'érosion des sols laissent donc planer la menace d'un effondrement de ce secteur vital. Dans le même temps, le système économique qui a accompagné la mutation de l'agriculture, construit sur un marché mondial unique et le principe du libre-échange ne permet pas un partage équitable des ressources alimentaires, puisque la planète produit suffisamment pour que chacun mange à sa faim alors que le nombre de personnes souffrant de malnutrition augmente régulièrement.

L'une des conséquences les plus visibles de la nouvelle géopolitique des ressources dans laquelle nous rentrons en ce moment concerne les pratiques d'accaparement des terres, qui consiste pour les détenteurs de ressources financières à acheter des terres cultivables en particulier dans les pays les plus vulnérables, afin de sécuriser des approvisionnements alimentaires (cultures d'exportations), voire énergétiques (avec le développement des agrocarburants). Ces opérations foncières se font au détriment des propriétaires ou des utilisateurs de ces terres, qui sont généralement des paysans pauvres.



Respecter les engagements financiers en faveur de l'environnement

Pour résoudre l'équation du développement dans un cadre respectueux des écosystèmes et des ressources naturelles, il est nécessaire de financer des projets d'investissements permettant d'assurer la satisfaction des besoins essentiels dans des conditions écologiquement acceptables. Ces financements visent à sortir des voies traditionnelles du développement pour opter mais aussi à couvrir le coût des dommages environnementaux, et notamment les politiques d'adaptation au changement climatique.

Malgré l'engagement pris à Copenhague en 2009 de financer la lutte contre le changement climatique à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, aucune source nouvelle n'a pris forme à ce jour. Alors que les pays du Nord ne respectent déjà pas leur engagement de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement, il est urgent de mettre en œuvre des sources de financement, basées sur des prélèvements nouveaux. De nombreuses sources, comme la taxe sur la transaction financière internationale, ou encore la contribution du secteur aérien et maritime qui échappe aujourd'hui à la majeure partie des politiques fiscales sont souvent évoquées dans ces sommets, mais sans jusque-là avoir été concrétisées, faute de volonté politique. Rio+20 doit donc être l'occasion de progresser sur ces dossiers, sans lesquels la transition écologique ne pourra pas être abordée.

DES FINANCEMENTS INNOVANTS AU SERVICE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE AU SUD

Parmi les nombreuses pistes évoquées pour financer un développement sobre en carbone et résilient dans les pays les plus vulnérables, plusieurs mécanismes sont aujourd'hui mûrs techniquement, et attendent un signal politique fort qui devrait être envoyé depuis Rio :

- ➔ La taxe sur les transactions financières internationales
- ➔ La mise à contribution du secteur aérien et maritime, pour l'instant exonéré de toute régulation sur leurs émissions de gaz à effet de serre.

Créer une organisation mondiale de l'environnement pour ré-équilibrer la gouvernance mondiale de l'environnement

Les crises écologiques constituent une menace importante pour les démocraties, dans la mesure où elles renforcent les inégalités et créent des tensions géopolitiques fortes, comme en témoignent les tensions sur le marché des matières premières, ou encore autour des terres rares. Si les sommets internationaux se succèdent à un rythme effréné, ils peinent à apporter des réponses aux crises globales. Deux diplomaties cohabitent en effet : la diplomatie économique, porteuse de toujours plus d'échange et de déréglementation, et la démocratie écologique, qui appelle à plus de régulation. Au sein des Etats comme au niveau international, il est nécessaire d'inventer de nou-

TRANSITION ECOLOGIQUE ET TRANSITION SOCIALE

Les crises écologiques et sociales sont intimement liées, dans la mesure où les conditions de travail et les ressources naturelles constituent deux facteurs essentiels de l'économie. Or le système actuel fondé sur le libre-échange implique des gains et avantages économiques pour l'ensemble des acteurs pratiquant des politiques de moins-disant environnemental et social.

Il est donc essentiel de placer au cœur de Rio+20, aussi bien sous le thème de l'économie verte que sous celui de la gouvernance internationale du développement durable, la mise à niveau équivalent des systèmes normatifs sociaux et environnementaux. Une revalorisation de l'organisation internationale du travail est donc un complément fondamental à la création d'une organisation mondiale de l'environnement. La mise à contribution du secteur aérien et maritime, pour l'instant exonéré de toute régulation sur leurs émissions de gaz à effet de serre.

velles formes de gouvernement pour faire cohabiter les enjeux du court terme avec les enjeux du long terme. A Rio+20, l'enjeu est bien de poser les bases d'une nouvelle articulation entre enjeux économiques (l'OMC), les règles environnementales (issues des 3 conventions de Rio) et les règles sociales (issues notamment de l'OIT). Or à l'international comme en France, le politique reste prisonnier des enjeux économiques de court terme (compétitivité et emploi), et continue à les opposer aux enjeux environnementaux.

Les compétences indispensables d'une OME seraient les suivantes :

- ➔ Centraliser le secrétariat des différents accords environnementaux : harmoniser le droit international de l'environnement (et son interprétation) et permettre son efficacité
- ➔ Peser dans le débat avec les autres organisations internationales par une expertise reconnue
- ➔ Etre un forum de négociation permanent incitant à l'application des accords internationaux
- ➔ Disposer d'un mécanisme unique de gestion des problèmes environnementaux transfrontaliers avec une fonction juridictionnelle comme une Cour mondiale de l'Environnement

LE RESEAU CLIMAT DEVELOPPEMENT PRESENT A RIO+20 :

Poser les conditions d'une économie verte au service des communautés locales

Rio+20 doit permettre d'engager l'ensemble des acteurs (Etats, entreprises, communautés) dans une véritable transition vers un développement sobre en carbone et résilient. A Rio, des choix s'imposent pour mettre un terme au financement et à la promotion :

- ➔ du modèle agricole industrialisé et intensif qui dégrade l'environnement et ne sécurise ni la souveraineté ni la sécurité alimentaire. Rio doit développer de nouveaux modèles agricoles, notamment locaux, pour garantir la sécurité alimentaire et l'accès aux services essentiels.
- ➔ de la politique énergétique qui s'appuie sur les énergies fossiles et émettrices de gaz à effet de serre, incompatible avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et celui de l'accès de tous à l'énergie. Rio doit faciliter l'accès aux énergies renouvelables pour tous.
- ➔ du modèle de consommation et de production qui gaspille et confisque les ressources naturelles et énergétiques. Rio doit lutter contre les trappes à pauvreté, les inégalités socioéconomiques, et pour une gestion équitable et durable des ressources naturelles.

Retrouvez les recommandations du Réseau climat développement, qui regroupe 65 ONG francophones européennes et africaines, à l'adresse suivante :

<http://ressourcesclimatdeveloppement.jimdo.com/le-reseau-se-mobilise-pour-rio-20/>



» NOS PROPOSITIONS POUR RIO EN BREF

Reconnaître dans la déclaration finale un droit fondamental d'accès aux services de base pour l'eau, l'énergie et l'alimentation.

Mettre fin aux subventions à la production d'énergie fossile et les réorienter vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Lancer un programme de travail pour lutter contre l'accaparement des terres et respecter les droits des agriculteurs pauvres des pays du Sud.

Trouver un accord pour la mise en place d'ici 2015 d'une taxe sur les transactions financières internationales et d'une contribution du secteur aérien et maritime au financement de la transition écologique des pays du Sud.

Lancer le processus de création d'une véritable organisation mondiale de l'environnement dotée de mécanismes juridiques s'imposant à l'OMC.

LA FONDATION

Créée en 1990, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme s'est donné pour mission de « contribuer à une métamorphose de nos sociétés par le changement des comportements individuels et collectifs. Cette métamorphose a pour but d'assurer la préservation du patrimoine naturel commun, le partage équitable des ressources, la solidarité et le respect de la diversité sous toutes ses formes. »

Reconnue d'utilité publique, apolitique et non-confessionnelle, la Fondation mobilise tous les acteurs de la société afin de les inciter à s'engager, chacun à leur échelle, dans la construction d'une société écologiquement viable et solidaire, reposant sur la prise de conscience de l'interdépendance des humains et de l'ensemble du vivant.

Conforme aux critères de représentativité des organisations environnementales définis lors du Grenelle de l'Environnement, la Fondation Nicolas Hulot siège dans plusieurs organismes consultatifs tels que le Conseil économique social et environnemental.

Pour mener à bien sa mission la Fondation met en œuvre plusieurs modes d'action :

- ➔ sensibilisation et mobilisation citoyenne ;
- ➔ soutien à une centaine de projets associatifs chaque année en France métropolitaine, en outre-mer et dans les pays du Sud ;
- ➔ développement d'une activité de think tank.

Le think tank de la Fondation Nicolas Hulot a pour objectif de démontrer que l'écologie dépasse le seul sujet environnemental et représente un véritable projet de société. Il s'agit de participer à la construction des chemins de la transition vers une société plus durable et équitable. Pour cela, la Fondation élabore des propositions en lien avec son Conseil scientifique et son réseau d'experts. Nos analyses et propositions portent d'une part sur les thématiques environnementales (préserver la biodiversité et un climat stable, amorcer la transition énergétique et alimentaire) et d'autre part sur des thèmes transverses touchant à la structuration de notre société (réformer nos institutions démocratiques et le fonctionnement de notre économie).

Régulièrement, la Fondation met au débat ses analyses et propositions que ce soit à travers ses publications ou lors d'événements. Elle participe, de plus, aux groupes de travail lancés par le gouvernement, propose des amendements lors de la discussion des lois, suscite le dialogue entre les acteurs et suit les politiques européennes au sein de réseaux.

RIO+20 – LE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HEURE DU BILAN

20 ans après le sommet de la Terre, la situation écologique de notre planète s'est dégradée. Alors que les décideurs se retrouvent à Rio pour discuter d'économie verte et de gouvernance internationale du développement durable. Pourtant, le sommet de Rio risque de déboucher sur peu d'avancée, repoussant encore un peu l'urgence d'agir dans la convergence des crises dans laquelle nous nous trouvons.

Face à ce défi, 5 points essentiels permettraient pourtant de relancer le dialogue multilatéral sur l'environnement, et d'amorcer la mutation de nos démocraties et de nos économies vers la prise en compte des enjeux de long terme :

- ➔ **Définir un droit d'accès universel à l'eau, l'énergie et l'alimentation.**
- ➔ **Mettre fin aux subventions à la production d'énergie fossile.**
- ➔ **Lutter contre l'accaparement des terres.**
- ➔ **Tenir les engagements financiers pris pour les pays les plus vulnérables en créant des financements innovants pour le développement.**
- ➔ **Créer une organisation mondiale de l'environnement.**

COLLECTION 'VEILLE ET PROPOSITIONS'

Depuis le Pacte écologique et le Grenelle de l'Environnement, la Fondation Nicolas Hulot développe une activité de think tank. Son objectif : participer à l'élaboration des chemins de la transition vers une société qui permette l'épanouissement humain en respectant la biosphère. Dans ce cadre, elle édite la collection "Veille et propositions" afin de soumettre ses analyses et ses propositions au débat public.

- ➔ Télécharger les publications "Veille et propositions" :
<http://www.fondation-nature-homme.org/actions/nos-publications>

- ➔ Dernières publications

